



ARRETE MODIFICATIF N°

394 /DAJAC/CD/2025

Portant déport de Monsieur Ben Issa OUSSENI,
conseiller départemental du canton de Tsingoni,
Président du conseil départemental de Mayotte

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

- VU** Le code général des collectivités territoriales;
- VU** La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU** La loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, notamment article 25 bis ;
- VU** La loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
- VU** Le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU** La délibération n°2019.00387 du 10 décembre 2019 ;

Considérant les dispositions de l'article 5 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Considérant l'obligation faite à l'élu de formaliser dans un arrêté de déport signé par le président, les situations dans lesquelles il va devoir s'abstenir d'intervenir.

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Ben Issa OUSSENI, conseiller départemental du Canton de Tsingoni, Président du conseil départemental de Mayotte s'abstient de toute intervention concernant l'instruction, le traitement, le suivi et l'exécution des actes de toute nature relatifs à :

- la société ADAM TRANSIT, notamment pour les demandes de subventions et aides aux entreprises, la conclusion de conventions avec le conseil départemental de Mayotte depuis le 1^{er} juillet 2021 ;

- la rémunération et au déroulement de carrière de Madame MALIDI Latufa, assistante administrative au conseil départemental de Mayotte ;

- Madame Mariama OUSSENI BACAR et Monsieur Issa BAMCOLO notamment les demandes concernant les prestations sociales ou toutes autres formes d'aides attribuées par le conseil départemental de Mayotte ;

- la rémunération et le déroulement de carrière de Monsieur BAMCOLO Mohamed Elanrif, Délégué de la Maison de Mayotte à la Réunion ;

Monsieur Ben Issa OUSSENI ne peut donner aucune instruction verbale ou écrite, directe ou indirecte, ni prendre part à aucune réunion préparatoire, ni émettre un avis relatif à tout élément créant un potentiel conflit d'intérêts. Il se déporte également des débats et votes de l'assemblée intéressant lesdits dossiers.

ARTICLE 2 : Madame Bibi CHANFI, présidente de la Commission Développement économique et coopération décentralisée, est désignée en lieu et place pour instruire, présenter et rapporter devant toutes les commissions, assemblées les dossiers visés.

ARTICLE 3 : Les arrêtés de déport de Monsieur Ben Issa OUSSENI établis antérieurement sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, publié sur le site internet du Département de Mayotte et notifié à l'intéressé.

Copie du présent arrêté sera transmise au service des affaires juridiques, au service des assemblées, au comptable public, ainsi qu'aux directions opérationnelles.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicités ou par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Fait à Mamoudzou, le 09 MAI 2025

Pour extrait certifié conforme

Le Président du Conseil Départemental

